

L'Église catholique du Rwanda nie avoir signé une lettre contre l'ONU

La Croix, 15/11/12 L'Église catholique rwandaise refuse avoir signé une lettre, adressée au Secrétaire général Ban Ki-moon, dans laquelle les représentants religieux contestent la crédibilité d'un rapport de l'organisation internationale mettant en cause leur pays. « L'Église catholique n'était pas dedans », écrit La Croix le Secrétaire général Conférence épiscopale du Rwanda, le P. Céléstin Hakizimana, qui dénonce un « pur mensonge ». « Les autres chefs religieux ont préparé seuls le message sans impliquer l'Église catholique, après ils ont donné le message à la Conférence épiscopale du Rwanda pour le faire sien en le signant et les évêques ne l'ont pas accepté parce que le langage était politique et non adapté à l'Église catholique au Rwanda », écrit-il, concluant que les évêques catholiques du Rwanda n'ont pas envoyé aucun message au secrétaire général de l'ONU. Les auteurs de cette lettre, préparée par Radio Okapi comme émanant de représentants rwandais des communautés chrétiennes et musulmanes, contestaient la crédibilité d'un rapport de l'ONU mettant en cause leur pays. « L'intégrité de la méthodologie employée, et les conclusions de ces rapports basées sur des preuves insuffisantes », écrivaient-ils dans une lettre envoyée au Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon. Son rapport de l'ONU : « Nous pensons que si un rapport des Nations unies a des manques et que sa crédibilité est en question, les Nations unies doivent être assez courageuses et humbles pour faire une déclaration publique afin que le document en question ne soit relié à aucune décision ou jugement jusqu'à ce que la vérité soit établie », déclaraient les auteurs de la lettre. Dans un rapport publié il y a quelques jours diffusés par la presse depuis le mois d'octobre, des experts de l'ONU avaient accusé le Rwanda d'être l'ogre armé de la rébellion en RD-Congo, à travers un soutien politique, militaire et logistique apporté au mouvement rebelle M23. Vendredi 19 octobre, le Conseil de sécurité de l'organisation internationale avait apporté son soutien à ses conclusions. Le Conseil avait formulé des menaces implicites de sanction à l'encontre des pays soutenant le M23. B. S.